COMMISSION PERMANENTE

29 novembre 2004

CP 04/11-26

SECHERESSE 2003

Lors de la session du 13 novembre 2003, l'Assemblée Départementale a adopté, suite à la sécheresse, un plan d'aide à l'agriculture doté d'une enveloppe de 1,5 millions d'euros qui s'articule sur trois fonds.

I - FONDS D'AIDE A LA FOURNITURE DE FOURRAGE

Le premier est un Fonds d'Aide à la Fourniture de Fourrage. Notre intervention est de 10 € par tonne de matière sèche sur les fournitures de fourrages et dans la limite du plafond autorisé par l'Europe.

Il convient de rappeler que les céréales et les concentrés ne sont pas considérés comme des fourrages grossiers et ne sont donc pas éligibles.

Par souci de simplification pour les éleveurs, nous utilisons le même dossier que celui du Conseil Régional. Le dossier est ainsi utilisable par les deux collectivités et évite à l'éleveur de constituer un dossier supplémentaire.

II - FONDS D'ALLEGEMENT DES CHARGES

Les collectivités n'ont pas la possibilité d'apporter de bonifications supplémentaires sur les prêts "superbonifiés" qui sont, dans le cadre des mesures annoncées par l'Etat, de 1,5 % pour les jeunes agriculteurs et de 2,5 % pour les autres (prêts calamités et prêts de consolidation).

Toutefois, les enveloppes et les critères d'éligibilité ne permettant pas à tous les agriculteurs d'y avoir accès, les banques sur leurs fonds propres, dont le Crédit Agricole en particulier, vont mettre en place des prêts de consolidation à 2 % pour les jeunes et 3 % pour les autres agriculteurs.

C'est sur ces prêts aux conditions d'accès plus souples que nous avons décidé d'intervenir sous forme d'une bonification d'intérêt de 0,5 % sur la durée totale de ces prêts de consolidation, soit 5 ans, afin de les amener à des taux identiques à ceux dits "superbonifiés", c'est-à-dire 1,5 % pour les jeunes et 2,5 % pour les autres.

Le Crédit Agricole propose, au cas par cas, ces prêts de consolidation d'annuités aux agriculteurs dont les pertes liées à la sécheresse représentent 6 % du Revenu Brut d'Exploitation (R.B.E.). Les prêts de consolidation de l'Etat sont réservés à ceux qui sont indemnisables aux calamités agricoles (14 % de pertes par rapport au R.B.E.) dont les annuités sont supérieures à 50 % de l'Excédent Brut d'Exploitation.

Les taux de pertes liées à la sécheresse sont déterminés à partir du dossier calamités agricoles sur la base de barèmes départementaux.

III - FONDS SOCIAL

a) Fonds Social Jeunes Agriculteurs :

C'est parce que les jeunes agriculteurs sont extrêmement vulnérables pendant les premières années d'installation que nous avons décidé de créer un **Fonds Social Jeunes Agriculteurs** doté de 250 000 €

Ce fonds permet d'accorder des secours de 800 €aux jeunes, installés à titre principal, depuis le 1er janvier 2000.

b) Fonds Social Autres Agriculteurs :

Des agriculteurs, autres que les jeunes, sortiront fragilisés par la sécheresse et connaîtront des situations très difficiles, notamment ceux qui auront été exclus des mesures d'indemnisation et des mesures de consolidation.

Pour eux, nous avons décidé d'intervenir au cas par cas, au travers d'un fonds doté de 250 000 €

Ces exploitants doivent :

- adresser leur demande au Conseil Général,
- justifier qu'ils connaissent des situations très difficiles suite à la sécheresse,
- et qu'ils ont été exclus des mesures d'indemnisation et de consolidation.

- - - -

En application de cette politique, je vous propose d'examiner :

- ⇒ l'attribution d'une aide globale de 10 920 € au titre du Fonds d'aide à la fourniture de fourrage pour 33 dossiers ;
- ⇒ l'attribution d'une aide globale de 1 600 € au titre du Fonds Social jeunes agriculteurs en faveur de 2 jeunes agriculteurs installés depuis le 1er janvier 2000 ;
- ⇒ l'attribution d'une aide globale de 13 035 € au titre du Fonds Social Autres Agriculteurs en faveur de 4 agriculteurs.

La Commission de l'Agriculture, de l'Aménagement Rural et de l'Environnement a préalablement émis un avis favorable sur mes propositions lors de sa réunion du 7 septembre 2004.

Je vous précise que ces subventions seront éventuellement prélevées sur les crédits inscrits à cet effet sur l'article **674527**, sous-fonction **928** du Budget Départemental.

➤ "Enveloppe sécheresse"	1 500 000 €
➤ Engagement à ce jour	478 245 €
➤ Engagement à la présente Commission	25 555 €

Adopté à l'unanimité.

FONDS DEPARTEMENTAL D'INTERVENTION AGRICOLE (F. D. I. A.)

Créé en 1989 dans le prolongement du Plan d'Action Agricole (1986-1988), le Fonds Départemental d'Intervention Agricole a pour objectif d'accompagner l'évolution de l'économie agricole du Tarn-et-Garonne.

Il permet d'intervenir, tant sur le développement et la promotion des productions départementales ou locales, que sur la défense sanitaire, la protection des cultures et la prise en compte des besoins environnementaux par l'agriculture.

L'Assemblée Départementale, lors du vote du Budget Primitif 2004, a réaffirmé sa volonté de reconduire ce fonds et de le doter d'une enveloppe budgétaire de 535 000 € à l'article 67452, sous-fonction 928. Cette enveloppe a été portée à 590 000 €, lors de la DM1 2004 et abondée de 5 000 € lors de la D.M.2 2004.

Conformément aux dispositions définies par notre Assemblée en 1994, les dossiers, après analyse technique et instruction par nos services, sont examinés par la Commission de l'Agriculture, de l'Aménagement Rural et de l'Environnement, et soumis à la décision de la Commission Permanente.

Ces dossiers sont regroupés par rubrique :

- ◆ Contrats de Pays : aides aux filières et micro-projets,
- ◆ Soutien aux filières végétales et animales,
- ◆ Fonds de défense sanitaire,
- ◆ Environnement,
- ◆ Appui technique aux structures,
- ◆ Manifestations exceptionnelles,
- ◆ Promotion,
- ◆ Divers.

Je vous propose donc d'examiner une deuxième tranche de dossiers pour chacune de ces rubriques pour lesquels la Commission de l'Agriculture, de l'Aménagement Rural et de l'Environnement a émis un avis favorable sur mes propositions lors de sa réunion du 20 octobre dernier.

I - CONTRATS DE PAYS Aides aux filières
--

La grande souplesse du F.D.I.A. en fait un outil particulièrement adapté aux contrats de pays.

Ainsi, dans le cadre des contrats de pays, signés ou en cours de signature, les dossiers agricoles inscrits pour la programmation 2004 concernent 2 projets de filières.

Il s'agit de projets globaux généralement portés par des structures interprofessionnelles et liés à un signe officiel de qualité (acquis ou en cours d'agrément). Ils ont un impact fort tant au plan économique que touristique et socio-culturel sur ces zones qui sont en général le berceau de production.

N°	MAITRE D'OUVRAGE	MOTIF DE LA DEMANDE ET OBSERVATIONS	MONTANT DE LA DEMANDE	Subvention départemen- tale
1	Lycée Antoine Bourdelle - Montauban - Pays Garonne Quercy Gascogne (préfiguration) AGR 02063	Etude-recherche d'un procédé d'automatisation de nettoyage de l'ail	1 531 €	1 531 €
2	Interprofession Vins de Fronton - Pays Montalbanais (préfiguration) AGR 02106	Campagne promotionnelle 2004	30 000 €	25 916 €
				27 447 €

II - SOUTIEN AUX FILIERES VEGETALES

Il s'agit de dossiers portés par des filières départementales ayant un impact fort en terme de développement et d'expérimentation.

N°	<i>MAITRE D'OUVRAGE</i>	<i>MOTIF DE LA DEMANDE ET OBSERVATIONS</i>	<i>MONTANT DE LA DEMANDE</i>	<i>Subvention départemen- tale</i>
1	C.F.P.P.A. de Tarn-et-Garonne - Moissac <i>AGR 02137</i>	Action de mobilisation de la main- d'œuvre saisonnière <i>* Aidé depuis le début à concurrence de 50 % des frais de transport</i>	4 500 €	4 500 €
				4 500 €

III - SOUTIEN AUX FILIERES ANIMALES

Ce sont également des dossiers portés par des filières départementales ou par des agriculteurs ayant un fort impact en terme de mise aux normes ou de maintien d'un potentiel de production et de marché.

N°	<i>MAITRE D'OUVRAGE</i>	<i>MOTIF DE LA DEMANDE ET OBSERVATIONS</i>	<i>MONTANT DE LA DEMANDE</i>	<i>Subvention départemen- tale</i>
1	Verdun-sur-Garonne <i>AGR 02132</i>	Troupeau ovin-viande : aide à la pose de clôtures <i>* Politique départementale (B.P. 2003)</i>	316 €	316 €
2	Parisot <i>AGR 02133</i>	Troupeau ovin-viande : aide à la pose de clôtures <i>* Politique départementale (B.P. 2003)</i>	1 000 €	1 000 €
3	Féneyrols <i>AGR 02134</i>	Troupeau ovin-viande : aide à la pose de clôtures <i>* Politique départementale (B.P. 2003)</i>	345 €	345 €
4	Montbeton <i>AGR 02135</i>	Troupeau ovin-viande : aide à la pose de clôtures <i>* Politique départementale (B.P. 2003)</i>	338 €	338 €
5	Moissac <i>AGR 02136</i>	Troupeau ovin-viande : aide à la pose de clôtures <i>* Politique départementale (B.P. 2003)</i>	496 €	496 €
6	Ginals <i>AGR 02131</i>	Troupeau ovin-viande : aide au rajeunissement du troupeau <i>* Politique départementale (B.P. 2003)</i>	2 013 €	2 013 €
7	Castelsarrasin <i>AGR 02182</i>	Troupeau ovin-viande : aide à la création de troupeau <i>* Politique départementale (B.P. 2003)</i>	5 400 €	5 400 €
8	S.A.S. CODEVIA <i>AGR 02082</i>	Investissements abattoirs de Caussade <i>* Engagement pluriannuel sur 7 ans (2004 : année 5)</i>	15 245 €	15 245 €
				25 153 €

IV - ENVIRONNEMENT

Cette rubrique regroupe les actions participant au respect de l'environnement et à la protection des milieux.

N°	<i>MAITRE D'OUVRAGE</i>	<i>MOTIF DE LA DEMANDE ET OBSERVATIONS</i>	<i>MONTANT DE LA DEMANDE</i>	<i>Subvention départemen- tale</i>
1	Association des Piégeurs Agréés de Tarn-et-Garonne <i>AGR 02062</i>	Campagne de piégeage des ragondins (saison 2003-2004) <i>* Suivi de l'action de régulation des ragondins menée depuis 1992</i>	10 890 €	10 890 €
2	Association Campagnes Vivantes : 10 planteurs <i>AGR 02176</i>	Plantation de haies (campagne 2003-2004) <i>* Politique du Conseil Général en partenariat avec le Conseil Régional au titre du Plan Départemental de l'Environnement</i>	7 128 €	7 128 €
3	Association de Développement Rural du Pays Midi-Quercy <i>AGR 02164</i>	Contrat de rivière Aveyron, Aval-Lère : fertilisation raisonnée (2 ^{ème} année) <i>* Politique contrat de rivière (D.M.I. 2002 et BP 2004)</i>	1 653 €	1 653 €
				19 671 €

V - APPUI TECHNIQUE AUX STRUCTURES

La grande diversité des productions et l'évolution extrêmement rapide des techniques et des moyens culturels ont nécessité la mise en place de services et d'appuis techniques collectifs.

Les professionnels agricoles se sont dotés de structures chargées d'assurer ces fonctions sur le terrain auprès des agriculteurs qui y adhèrent. Ces structures sollicitent l'aide du Conseil Général pour des actions ponctuelles afin d'en réduire le coût résiduel à la charge des agriculteurs.

L'aide du Département peut être annuelle ou pluriannuelle. Dans ce dernier cas, elle peut être dégressive.

N°	MAITRE D'OUVRAGE	MOTIF DE LA DEMANDE ET OBSERVATIONS	MONTANT DE LA DEMANDE	Subvention départemen- tale
1	Association Départementale des Retraités Agricoles de Tarn-et-Garonne <i>AGR 02184</i>	Fonctionnement 2004 <i>* Aidée depuis sa création</i>	8 000 €	5 000 €
				5 000 €

VI - MANIFESTATIONS EXCEPTIONNELLES

Le Conseil Général soutient traditionnellement un nombre important de manifestations qui animent la vie et l'activité des cantons ruraux du département.

Un certain nombre d'entre elles sont organisées dans des cantons qui n'ont plus de comices agricoles. Elles les remplacent sous une forme plus élargie et plus festive, associant l'activité agricole à des animations diverses autour du thème de la ruralité et des produits du terroir.

N°	MAITRE D'OUVRAGE	MOTIF DE LA DEMANDE ET OBSERVATIONS	MONTANT DE LA DEMANDE	Subvention départemen- tale
1	Jeunes Agriculteurs de Tarn-et-Garonne <i>AGR 02162</i>	Participation à la Finale Nationale de Labour <i>* Aidés depuis 1996 pour le transport du matériel (tracteurs et charrues)</i>	1 554 €	1 554 €
2	Concours Régional des Vins du Sud-Ouest <i>AGR 02094</i>	39 ^{ème} Concours Régional le 18 avril 2004 <i>* Aidé les années antérieures</i>	2 500 €	2 287 €
3	Club Français du Montauban <i>AGR 02072</i>	Organisation de manifestations 2004 <i>* Aidé depuis 1998</i>	200 €	200 €
				4 041 €

VII - PROMOTION

La valorisation des productions du Tarn-et-Garonne est non seulement liée à l'amélioration de la qualité, mais aussi à un effort de promotion.

La promotion est d'ailleurs l'un des axes d'intervention du Conseil Général dans le cadre des dossiers filières des contrats de pays déjà examinés au titre de la première rubrique.

Les dossiers présentés concernent des actions de promotion des produits et du cheptel.

<i>N°</i>	<i>MAITRE D'OUVRAGE</i>	<i>MOTIF DE LA DEMANDE ET OBSERVATIONS</i>	<i>MONTANT DE LA DEMANDE</i>	<i>Subvention départemen- tale</i>
1	Cave Coopérative de Donzac <i>AGR 02078</i>	11 ^{ème} Championnat du Monde des Coupeurs de Raisins <i>* Aidée les années antérieures</i>	2 800 €	2 287 €
				2 287 €

Dans la mesure où ces propositions seraient retenues, la situation budgétaire serait la suivante :

Autorisation de programme 2004	595 000 €
Engagement à ce jour	506 820 €
Engagement à la présente Commission	88 099 €
Disponible sur l'exercice 2004	81 €

Je vous prie de bien vouloir :

- délibérer et approuver les propositions d'aide aux projets ci-dessus présentés, sachant que les dépenses afférentes seront imputées à l'article 67452, sous-fonction 928 du Budget Départemental.

Adopté à l'unanimité.

COMMISSION PERMANENTE

29 novembre 2004

CP 04/11-28

POLITIQUE DEPARTEMENTALE AGRICOLE

AMELIORATION DE L'ENCEPAGEMENT DES VIGNOBLES

Le 26 Janvier 2004, l'Assemblée Départementale a décidé de reconduire l'aide du Département à l'Encépagement du Vignoble pour une nouvelle période de trois ans, soit pour les plantations réalisées du 1er Septembre 2003 au 31 Août 2006. L'aide de 0.30 € par plant reconnu améliorateur reste adaptée à l'encépagement de chaque zone de production et seuls les cépages agréés par le règlement C.E.E. 3800-81 restent éligibles.

Cette aide est réservée aux viticulteurs adhérents des syndicats de producteurs de Vin de Pays, Vin de Qualité Supérieure (V.D.Q.S.), Vin d'Appellation d'Origine Contrôlée (A.O.C.).

Compte tenu de ce qui précède, après examen et contrôle des pièces constitutives du dossier, je sou mets à votre examen la demande des bénéficiaires (*cf. ANNEXE*).

Compte tenu de ce qui précède, je vous demanderais, après en avoir délibéré, de bien vouloir me faire connaître votre décision.

Cette somme sera éventuellement prélevée sur la nature **204215**, sous-fonction **928** de la Politique Départementale Agricole.

Autorisation de programme 2004	63 000 €
Engagement à ce jour	43 120 €
Engagement à la présente Commission	19 826 €
Disponible sur l'exercice 2004	54 €

Adopté à l'unanimité.

ANNEXE

CP04/11-28

COMMUNES Lieu de Plantation	SUPERFICIE			NOMBRE DE PLANTS	TAUX EN €	MONTANT ACCORDE
	ha	a	ca			
Dunes		69	74	2 800	0,30	840 €
Campsas	1	16	39	5 040	0,30	1 512 €
Fabas		40	40	1 980	0,30	594 €
Labastide St-Pierre		21	98	769	0,30	231 €
Labastide St-Pierre		64	13	2 640	0,30	792 €
Corbarieu	1	19	26	4 840	0,30	1 452 €
Pompignan	2	67	1	11 340	0,30	3 402 €
Orgueil	1	17	37	4 900	0,30	1 470 €
Nohic		70	0	3 150	0,30	945 €
Pompignan		86	23	4 000	0,30	1 200 €
Orgueil	1	18	36	4 600	0,30	1 380 €
Labastide St-Pierre	1			4 340	0,30	1 302 €
Pompignan		37	63	1 351	0,30	405 €
Fabas		76	41	3 132	0,30	940 €
Nohic	1	28	94	5 760	0,30	1 728 €
Orgueil		28	90	1 320	0,30	396 €
Orgueil		40	0	1 440	0,30	432 €
Pompignan		97	50	582	0,30	175 €
Donzac		57	60	2 100	0,30	630 €
TOTAL	16	57	85	66 084		19 826 €

Le Président,

29 novembre 2004

CP 04/11-29

AIDE A L'AMELIORATION DES STRUCTURES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

PLAN SPECIAL IRRIGATION POUR JEUNES AGRICULTEURS

Lors du vote du Budget Primitif 1994, notre Assemblée Départementale a approuvé l'Aide à l'Amélioration des Structures de l'Exploitation Agricole et a adopté dans le cadre de cette procédure, le Plan Spécial Irrigation pour jeunes agriculteurs.

Rappel de la procédure :

Bénéficiaires : Jeunes agriculteurs de 18 à 35 ans, chefs d'exploitation, bénéficiaires ou non de la "dotation Jeunes Agriculteurs", raccordant leur exploitation à un réseau d'irrigation collective ou à une retenue collinaire subventionnée par le Conseil Général, dans un délai de deux ans après la création du réseau ou de la retenue.

Objet : Dépenses de premier investissement en matériel d'irrigation de surface.

- **Réseau collectif** : matériel au-delà de la borne de réseau.

- **Retenue collinaire** : matériel au-delà de la borne du matériel annexe

Critères d'intervention :

- **taux de subvention** : 30 % de l'investissement HT,

- **plafond de la subvention départementale par exploitation** :
3 050 € pour le matériel neuf

- pour les dossiers présentés à un financement autre que celui du Département, prise en charge par le Conseil Général du complément de subvention afin que tous les agriculteurs bénéficient des mêmes conditions d'aides.

Instruction des dossiers :

- Services du Département,
- Présentation à la Commission Permanente du Conseil Général,

En application de ces dispositions, je vous serais obligé de bien vouloir délibérer et me faire connaître votre décision sur l'attribution de cette subvention :

COMMUNE	MONTANT HT	SUBVENTION DEPARTEMENTALE
Montauban	9 501,77 €	2 850,00 €
Total ...2 850,00 €		

Je vous précise que cette subvention sera éventuellement prélevée sur l'article 204253, sous-fonction 928, du Budget Départemental.

Autorisation de Programme.....	: 4 644
Engagé à ce jour.....	: 1 794
Engagement à la présente commission	: 2 850
Disponible sur l'exercice 2004	: 0

Adopté à l'unanimité.